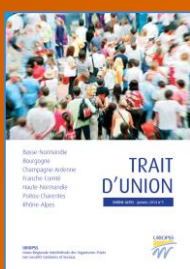


Rapport d'activité 2015



© Uriopss Rhône-Alpes, avril 2016

Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés non lucratifs Sanitaires et Sociaux

259, rue de Créqui - 69422 LYON Cedex 03

E-mail : secretariat@uriopss-ra.asso.fr / Site Internet : www.uriopss-ra.asso.fr

N° Préfecture du Rhône 04121

N° Siret : 77984723500040

SOMMAIRE

RAPPORT MORAL DU PRESIDENT

RAPPORT FINANCIER

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015

I – LES CHIFFRES CLÉS

- 1/ Conseils aux adhérents
- 2/ Formation
- 3/ Accompagnements
- 4 /Journées d'étude et rencontre avec adhérents
- 5/ Actions collectives

II – LES PUBLICATIONS DE L'URIOPSS

- 1 / le site internet
- 2 / les publications

III – LES PARTIES PRENANTES DE L'URIOPSS RHONE-ALPES

- 1/ Adhérents
- 2/ Administrateurs
- 3/ Adhérents Nationaux
- 4/ Délégués sectoriels
- 5/ Equipe salariée
- 6/ Club des partenaires

IV –L'URIOPSS RHONE-ALPES PAR MISSION

- 1/ Mission de représentation des adhérents et des publics accueillis ou accompagnés au sein des instances publiques
- 2/ Mission de solidarité interfédérale et inter sectorielle
- 3/ Mission d'animation

CONCLUSION ET ORIENTATIONS

RAPPORT MORAL DU PRESIDENT

Bonjour à tous et merci d'être venus, parfois de loin, à notre assemblée générale.

Je voudrais tout d'abord remercier Thierry Delerce qui nous accueille cette année encore dans ces locaux très agréables de l'Adapt du Rhône.

Vous avez reçu l'ordre du jour de cette assemblée qui aura une première partie statutaire sur les rapports 2015 et les résolutions, avec l'approbation des comptes, et une présentation en deuxième partie sur le Service civique par Wided Halaoua, chargée de mission à l'Uniopss.

Mais, tout d'abord, nous avons à approuver le procès-verbal de l'AG de l'an dernier.

Donc, pour l'approbation du PV du 17 avril 2015 :

Y a-t-il des demandes de modification ? Des oppositions ? Des abstentions ?



Nous allons maintenant passer au rapport moral.

Je vais d'abord resituer le sens et le contexte de notre action avant de donner quelques éléments de cadrage sur l'année 2015 et les perspectives 2016.

Les adhérents de l'Uriopss, ce sont en Rhône-Alpes 387 associations et 1 144 établissements et services qui agissent dans le secteur de la solidarité.

Notre raison d'être commune, c'est l'accompagnement et le service aux personnes fragiles dans un contexte qui n'est pas simple, déjà depuis longtemps.

Nous sommes très attachés à la liberté d'entreprendre et aux valeurs de solidarité et d'intérêt général. Nous ne donnons à l'argent qu'une place de moyen, très importante bien-sûr, mais pas d'objectif en lui-même

L'Uriopss doit globalement rendre ses adhérents plus forts en organisant des échanges, en leur apportant des services et en les aidant à préparer l'avenir. Il faut aussi se rappeler qu'au-delà de la recherche bien naturelle d'un service, l'adhésion d'une association à l'Uriopss, c'est à la fois l'affirmation d'une solidarité pour être mieux entendus dans les débats collectifs et l'affirmation d'un attachement au bien commun.

L'Uriopss en 2015 a été le lieu de beaucoup de découvertes, d'échanges entre adhérents, de travail commun dans un climat de confiance qui est une de nos grandes forces.

L'Uriopss c'est une équipe de 13 personnes dirigée par Laure Chareyre qui nous en présentera l'activité tout à l'heure.

L'Uriopss c'est aussi un conseil d'administration avec des administrateurs très motivés, engagés et actifs au plus près des réalités. Ils aident beaucoup l'équipe à prendre du recul et à avoir une vision prospective. J'en profite pour les remercier très sincèrement, et tout particulièrement ceux qui ont commencé leur mandat il y a juste un an, pour le travail que nous faisons ensemble dans une ambiance à la fois humaine et professionnelle.

Les membres du Bureau ont un rôle essentiel pour la cohérence de nos orientations et la préparation des réunions de Conseil d'administration. A ce propos, je ferai une petite parenthèse pour remercier Jean-François Mermet qui n'est pas avec nous ce matin. Il a été très actif depuis 2009 au Bureau où il était Secrétaire. Ayant quitté récemment la présidence de l'association Comité commun, il vient également de quitter notre Bureau.

Pour terminer sur le CA, je rappelle que nous avons des administrateurs qui représentent le conseil d'administration dans les départements.

L'équipe de l'Uriopss et le conseil d'administration sont au service d'un projet collectif commun. Depuis quelques années un séminaire réunit les salariés et les administrateurs pour veiller à la cohérence entre notre projet politique et le développement des services par l'équipe.

De plus, nous sommes un des éléments **du réseau Uniopss-Uriopss**.

Je suis administrateur de l'Uniopss qui est présidée depuis l'été 2015 par Patrick Doutréline.

Ce réseau, actif localement par les Uriopss, est, au niveau national avec l'Uniopss, une force de défense, de réflexion et de proposition en lien constant avec les ministères, le parlement et les

autres fédérations. Le congrès de l'Uniopss a eu lieu fin mars à Montpellier sur le thème « Ensemble, une société à réinventer ! » où il a **réuni 1 300 participants**. Cela a été un moment important pour notre réseau et beaucoup m'ont dit qu'ils avaient ressenti, comme moi, que nous représentons une force importante. Cette force est toujours à mettre au mieux au service des personnes fragiles et à la défense de notre modèle économique.

Après cette introduction générale, quelques éléments à signaler sur l'année 2015 :

D'abord la déception d'avoir pour la deuxième année une perte financière malgré un travail très actif du conseil d'administration et de l'équipe.

Cette perte plus forte qu'en 2014 s'élève à 42 905 €, soit environ 3 % du chiffre d'affaires. Elle a un impact limité sur notre solidité financière mais elle montre bien notre fragilité et les efforts à poursuivre de rigueur et d'innovation. Il faut en effet revenir à un résultat positif pour pouvoir financer des développements et faire face à des coups durs possibles. Yannick Pendola, notre Trésorière, vous présentera tout cela d'une manière approfondie dans quelques minutes. Je dirai juste que nous voyons tous bien l'importance de développer le nombre de nos adhérents sur l'ensemble de nos champs de nos activités. Cela passe notamment par l'organisation d'échanges vivants et intéressants à un niveau local. Les réunions organisées dans certains départements nous aideront sans doute à y voir plus clair.

Le soutien de la Région par une subvention est en ce sens important, car il nous a permis de développer les axes de travail 2015 sur l'accompagnement de la transformation de l'offre au regard des nouveaux visages de la famille et de pouvoir engager en 2016, une expérience d'animation transversale par département sur les thèmes de travail définis avec vous.

Laure Chareyre présentera ensuite en détail l'activité 2015 qui, globalement s'est déroulée dans de bonnes conditions. Pour l'Uriopss, le rôle de coordination interfédérale lui permet d'avoir une place reconnue dans un paysage qui a beaucoup changé. Notre compétence transversale entre secteurs d'activité concerne tous les secteurs : c'est le cas de la santé et du médico-social vis à vis de l'ARS et des Conseils Départementaux ; également du social, avec l'enfance et la lutte contre les exclusions, vis à vis des Conseils Départementaux, de la Métropole de Lyon, de la DIRPJJ et de la DRJSCS.

Ce que nous pouvons apporter passe beaucoup par des collaborations nouvelles et des innovations dans des domaines très divers. C'est nécessaire car le contexte évolue dans beaucoup de domaines et notamment sur l'organisation territoriale et la société elle-même avec de nouveaux visages de la famille. Cela amène à remettre en cause des habitudes, ce qui n'est facile pour personne et demande à être préparé sérieusement par de la **prospective**. Nous tenons donc beaucoup à participer à toutes les actions qui ouvrent de nouvelles pistes.

A ce propos, on peut citer la poursuite du travail sur la dépendance et la perte d'autonomie, dans le cadre de l'Oraida, l'observatoire piloté par la CRSA.

Initié par les associations de la protection de l'enfance et de la justice des mineurs, l'Espace de Recherche et de Prospective (ERP), est, depuis décembre 2015, constitué en association dont l'Uriopss est membre. Un site internet est en train d'être finalisé et vous permettra d'accéder à ses productions.

Et puis dans le domaine de la santé nous poursuivons nos actions, dans le cadre du Griss constitué avec la Fehap et la Fegapei.

Enfin, je voudrais évoquer la **fusion des régions Rhône-Alpes et Auvergne** qui amènera les Uriopss, comme beaucoup de vos associations, à adapter leur organisation.

Nous avons depuis longtemps de bonnes relations avec l'Uriopss Auvergne-Limousin. Nous collaborons avec son équipe de 4 personnes implantée à Clermont-Ferrand sur des sujets divers ; en particulier notre offre de formation, que vous connaissez, est élaboré en commun.

Les échanges avec Frédéric Raynaud le président et Julie Aigret la directrice de l'Uriopss Auvergne-Limousin montrent que nous partageons la volonté de nous adapter à un nouveau contexte en gardant bien la proximité avec les adhérents.

Nous avons organisé ensemble la concertation avec nos adhérents pour répondre aux demandes immédiates des nouvelles entités régionales. Pour les nominations à la nouvelle CRSA, cela a été

assez complexe car les modes d'organisation étaient très différents en Auvergne et en Rhône-Alpes, mais nous sommes bien parvenus à proposer à l'ARS une liste de candidatures concertées. La nouvelle région est maintenant en place et les services de l'Etat se sont réorganisés.

Il nous faut maintenant préparer, comme le demande l'Uniopss, la convergence vers une structure Uriopss unique pour la nouvelle région Auvergne Rhône-Alpes. Cela va maintenant impliquer les conseils d'administration des deux Uriopss dans un travail commun qui sera engagé avant l'été. Ce thème du rapprochement des deux Uriopss sera certainement central à notre prochaine assemblée générale dans un an.

Pour conclure, je voudrais tous vous remercier pour les contributions très diverses que vous apportez à notre travail commun.

C'est la réflexion, la capacité à nous remettre en cause, le dialogue et le travail commun dans la durée qui sont le plus efficace pour préparer l'avenir.

Je vous remercie de votre attention

Bernard AILLERET
Président

RAPPORT FINANCIER

sur les opérations de l'exercice clos au 31 Décembre 2015

Les comptes de l'association ont été établis avec les règles et méthodes comptables constantes

EVOLUTION ANNUELLE DU COMPTE DE RESULTAT

EVOLUTION ANNUELLE DU COMPTE DE RESULTAT			
	2015	2014	2013
Produits d'exploitation			
Prestations de service	584 633	604 346	644 798
Subventions d'exploitation	77 411	74 672	73 047
DONT subvention sur actions	48 781	41 231	45 747
Cotisations (adhérents + partenaires)	570 007	593 312	610 844
Autres produits de gestion courante	14 689	13 834	14 739
Reprises sur DAP et transfert de charges	5 720	17 894	19 464
TOTAL PRODUITS EXPLOITATION	1 252 460	1 304 058	1 362 892
Charges d'exploitation			
Achats et charges externes	380 338	415 910	458 094
Impôts et taxes	48 829	53 587	68 050
Salaires et charges sociales	853 029	824 787	809 502
Dotations et autres charges	43 561	46 254	26 415
TOTAL CHARGES EXPLOITATION	1 325 757	1 340 538	1 362 061
RESULTAT D'EXPLOITATION	-73 298	-36 480	831
Produits financiers	2 344	4 583	7 977
Charges financières	951	1 180	1 402
RESULTAT FINANCIER	1 393	3 403	6 575
Produits exceptionnel	35 171	7 041	3 528
Charges exceptionnelles	5 844	1 836	24 600
DONT amortissements dérogatoires	-	-	23 699
RESULTAT EXCEPTIONNEL	29 327	5 205	-21 072
- Impôt sur produit financier	326	724	1 382
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	-	-	24 100
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	-	-	
TOTAL DES PRODUITS	1 289 975	1 315 681	1 398 497
TOTAL DES CHARGES	1 332 879	1 344 278	1 389 445
EXCEDENT OU DEFICIT	-42 905	-28 596	9 052

EVOLUTION ANNUELLE DU BILAN

ACTIF	2015	2014	2013
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles	-	592	1 184
Immobilisations corporelles	191 614	214 878	244 025
Immobilisations financières	9 642	9 641	9 641
TOTAL Actif immobilisé	201 256	225 111	254 850
Actif circulant			
Stocks et en-cours			
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-
Créances	211 125	151 951	199 747
Disponibilités	229 601	322 205	291 203
Charges constatées d'avance	17 499	19 102	18 857
TOTAL Actif circulant	458 226	493 258	509 807
TOTAL ACTIF	659 482	718 369	764 657
PASSIF	2015	2014	2013
Fonds propres			
Fonds associatifs sans droit de reprise	114 505	114 505	114 505
Réserves	118 741	147 337	138 285
Résultat	-42 905	-28 596	9 052
Total des fonds propres	190 341	233 246	261 842
Autres fonds associatifs			
Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports	27 500	30 000	37 500
Subventions investissement sur biens non renouvelables	9 075	11 297	13 519
Provisions réglementées	18 979	21 339	23 699
Total des autres fonds associatifs	55 554	62 636	74 718
Total des fonds associatifs	245 895	295 882	336 560
Provisions pour risques et charges	173 854	166 562	156 646
Total des provisions	173 854	166 562	156 646
Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-	-	-
Total des Fonds dédiés	-	-	-
Dettes			
Emprunts et dettes	211 599	248 525	251 720
Produits constatés d'avance	28 134	7 400	19 731
Total des dettes	239 732	255 925	271 451
TOTAL PASSIF	659 482	718 369	764 657

ANALYSE DE L'EXPLOITATION

Produits d'exploitation	2015	2014	2013
Prestations de service	584 633	604 346	644 798
Subventions d'exploitation	77 411	74 672	73 047
<i>Dont subvention sur actions</i>	<i>48 781</i>	<i>41 231</i>	<i>45 747</i>
Cotisations (adhérents + partenaires)	570 007	593 312	610 844
Reprises sur DAP et transfert de charges	5 720	17 894	19 464
Autres produits de gestion courante	14 689	13 834	14 739
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 252 460	1 304 058	1 362 892

La baisse des produits d'exploitation de **52 k€** soit **4%** par rapport à 2014 s'explique principalement par :

- Une baisse de **23 k€** des cotisations sur un volume 2014 de 593 k€ c'est la deuxième année de baisse consécutive, qui nécessite une vigilance importante car les cotisations financent la totalité de la représentation et du soutien aux associations (animation interfédérale, animation intersectorielle, expérimentations...). Cette part de mouvement Uriopss doit rester intégralement financée par les cotisations.
- une baisse des produits de formation de **19 k€** pour atteindre 262 k€ en 2015 au lieu de 281 k€ en 2014. Toutefois compte tenu des fortes incertitudes en matière de budget formation pour les adhérents en 2015, ce résultat montre une bonne résistance du service formation.
- une baisse de produits journées d'étude de **29 k€**. En 2015, le nombre de journées est supérieur aux années précédentes mais avec un nombre de regroupements gratuits plus important et une fréquentation générale plus faible.
- une baisse des produits d'abonnements (TU et US) de **3 k€**. Une baisse qui se poursuit en conjuguant un prix stable et une baisse de volume.

Ces baisses de produits ont été partiellement compensées par une forte hausse des prestations individuelles de **40 K€** qui correspond à une augmentation de volume de 36,5 %.

Charges d'exploitation	2015	2014	2013
Achats et charges externes	380 338	415 910	458 094
Impôts et taxes	48 829	53 587	68 050
Salaires et charges sociales	853 029	824 787	809 502
Dotations et autres charges	43 561	46 254	26 415
TOTAL CHARGES EXPLOITATION	1 325 757	1 340 538	1 362 061

Les charges achats et charges externes sont en baisse du fait :

- De la baisse des productions (moins de sous-traitance -31 k€, et de locations de salles)
- De la poursuite des économies liées à l'utilisation des outils de télécommunication (baisse des déplacements pour réunions à Paris et utilisation de la visio-conférence, baisse des frais postaux...).

Les charges de personnel sont en augmentation de **28 k€** :

En 2015, les ETP sont au nombre de 12,98 contre 12,48 ETP en 2014 **soit +0,50 ETP.**

Les charges sociales sont en hausse du fait de l'augmentation des salaires mais également du fait de la hausse du taux de cotisation sociales.

Le taux de charges sociales et fiscales est de 62,09 % contre 61,92 % en 2014.

RESULTATS	2015	2014	2013
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 73 298	- 36 480	831
RESULTAT FINANCIER	1 393	3 403	6 575
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
<i>(dont charges d'amortissements dérogatoires)</i>	29 327	5 205	- 21 072
- Impôts sur produits financiers	326	724	1 382
+ report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (dons pour travaux)			24 100
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
TOTAL DES PRODUITS	1 289 975	1 315 681	1 398 497
TOTAL DES CHARGES	1 332 879	1 344 278	1 389 445
EXCEDENT OU DEFICIT	- 42 905	- 28 596	9 052

Le résultat d'exploitation 2015 est déficitaire de **73 298 €**, qui après celui de 2014 confirme le bien fondé des orientations prises dès 2014 en matière de personnel et qui auront un effet sur 2016 (non remplacement d'un CT parti à la retraite en février 2016 et anticipation de la future organisation du travail).

Le résultat exceptionnel est constitué en produits :

- de règlements de cotisation 2013-2014 et d'un remboursement de la MAIF sur l'accident d'un salarié (15 k€),
- de la quote-part sur subvention et l'amortissement dérogatoire (4,5 k€) concernant les travaux
- d'une opération d'annulation d'une dette prescrite au bilan et de son inscription en produit exceptionnel (15 k€)
- Les charges exceptionnelles correspondent à un vol dans les locaux de l'Uriopss (5,4 k€)

Le résultat net est déficitaire de 42 905 €.

Les réserves reconstituées ces dernières années permettent de faire face à ce deuxième déficit successif sans trop endommager la structure qui reste encore saine. Mais dès les années suivantes, il est impératif de reconstituer ces réserves par des excédents d'exploitation.

ANALYSE DU BILAN

ACTIF	2015	2014	2013
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles	-	592	1 184
Immobilisations corporelles	191 614	214 878	244 025
Immobilisations financières	9 642	9 641	9 641
Total actif immobilisé	201 256	225 111	254 850

L'actif immobilisé 2015 : intègre le matériel informatique, le matériel de bureau et les travaux réalisés en 2013 déductions faites des dotations aux amortissements.

Actif circulant	2015	2014	2013
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances	211 125	151 951	199 747
Disponibilités	229 601	322 205	291 203
Charges constatées d'avance	17 499	19 102	18 857
Total actif circulant	458 226	493 258	509 807

Pas de problème sur les créances, elles sont toutes certaines d'être réglées. Il s'agit juste d'un décalage normal de règlement en fin d'année.

Les disponibilités en fin d'année sont de **230 k€**.

PASSIF	2015	2014	2013
Fonds associatifs sans droit de reprise	114 505	114 505	114 505
Réserves	118 741	147 337	138 285
Résultat	- 42 905	- 28 596	9 052
Total des fonds propres	190 341	233 246	261 842

Les fonds propres 2015 atteignent 190 k€ et sont en baisse du fait de l'impact du déficit de cette même année. En cumul 2014 et 2015, les déficits ont entamé les réserves de 71,5 k€.

PASSIF	2015	2014	2013
Autres fonds associatifs			
Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports	27 500	30 000	37 500
Subventions investissement sur biens non renouvelables	9 075	11 297	13 519
Provisions réglementées	18 979	21 339	23 699
Total des autres fonds associatifs	55 554	62 636	74 718
Total des fonds associatifs	245 895	295 882	336 560
Provisions pour risques et charges	173 854	166 562	156 646
Total des provisions	173 854	166 562	156 646
Fonds dédiés sur dons manuels affectés		-	-
Total des Fonds dédiés		-	-
Dettes			
Emprunts et dettes	211 599	248 525	251 720
Produits constatés d'avance	28 134	7 400	19 731
Total des dettes	239 732	255 925	271 451

- Les Fonds associatifs avec droit de reprise : il s'agit du contrat d'apport de RDI (France Active) sans intérêt de 30 000 € obtenu en 2013 pour une durée de 4 ans avec un différé de remboursement à compter de 2015. Il s'agit de soutenir les engagements de travaux de rénovation des bureaux.
- Les provisions réglementées sont en diminution annuelle et correspondent aux amortissements dérogatoires (affectations des dons de 2012 pour les travaux)
- Les provisions pour risques et charges s'élèvent à **174 k€** et sont constituées exclusivement des provisions pour indemnités de départ à la retraite de l'ensemble de l'équipe (indemnités et charges sociales).
- Les emprunts et dettes comprennent un prêt Caisse d'épargne et Crédit coopératif (travaux) pour un montant restant en 2015 de **35 k€**. Le reste est constitué de dettes « divers fournisseurs, fiscales et sociales ».

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE

Un élément significatif qui aura un impact sur le résultat d'exploitation en 2016 :

Le recrutement fin 2014 de Marie-Pierre Quiblier correspond au départ de Pierre Gaudier et au départ à la retraite de Marc Pillon en février 2016. Ces deux départs nous ont incité à anticiper, sur une organisation du travail transversale (compétence financière, et chef de projet sur l'ensemble des accompagnements de l'équipe), en complément du poste d'Anne-Angélique Fauvet (compétence RH et chef de projet du service formation).

Cette nouvelle organisation nous permet de répondre aux besoins des adhérents sur les questions de coopération, d'hybridation des ressources associatives, et à leurs demandes en matière d'accompagnement et d'animation intersectorielle sur les territoires.

Les rencontres avec nos adhérents sur 7 territoires au cours du premier trimestre 2015 nous avaient confirmé les attentes en termes d'animation, de conseil et de service.

Cette nouvelle organisation permettra en 2016 d'être plus présents sur la Métropole de Lyon et 4 départements, tout en réinscrivant les charges de personnel à un niveau supportable pour notre exploitation.

Un élément sur le suivi des travaux :

Compte tenu de l'impact des deux déficits (2014 et 2015), le conseil d'administration a acté le report de la dernière tranche de travaux et validé la simple réfection des sols sur cette dernière partie des bureaux (indispensable par mesure d'hygiène), pour un coût de 9 k€ amorti sur 2 ans.

La dernière tranche de travaux est repoussée. Les charges d'amortissement des deux premières tranches de travaux vont commencer à baisser à compter de fin 2017 et devraient permettre de réinscrire ces derniers travaux sans peser trop lourdement sur l'exploitation.

Yannick PENDOLA
Trésorière Uriopss RA

I – LES CHIFFRES CLES DE L'URIOPSS

1 / Conseil aux adhérents

3 000 conseils

Dans le cadre de la cotisation toute l'équipe de l'Uriopss est à disposition des adhérents pour des conseils techniques et stratégiques. Il peut s'agir de questions sur les politiques publiques comme de questions sur la vie et la gestion des personnes morales et des établissements et services. Ces conseils sont essentiellement des services par téléphone, emails, ou un rendez-vous à l'Uriopss si nécessaire.

Au global le nombre de conseils annuels reste stable avec des évolutions sur les typologies :

- Les conseils les plus sollicités restent ceux en droit social et droit associatif (2 310) et en gestion-tarifification (300). Mais dans ces domaines la tendance est à la diminution générale des conseils techniques « basiques », ce qui traduit globalement une montée en compétence de la majorité de nos interlocuteurs,
- En revanche, les demandes de conseils des administrateurs et dirigeants en termes de vie associative, et de stratégie progressent, ce qui est bon signe quant au repositionnement des associations sanitaires et sociales vis-à-vis de leurs parties prenantes et de leur environnement externe.

2/ Formation

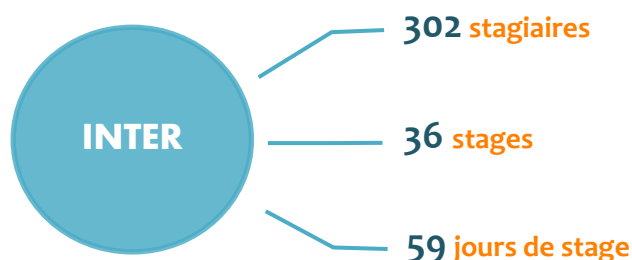
820 stagiaires

Le service formation est sous la responsabilité d'Anne-Angélique FAUVET qui pilote l'ensemble de l'équipe sur cette fonction. La majorité des formations est dispensée par les conseillers techniques de l'Uriopss.

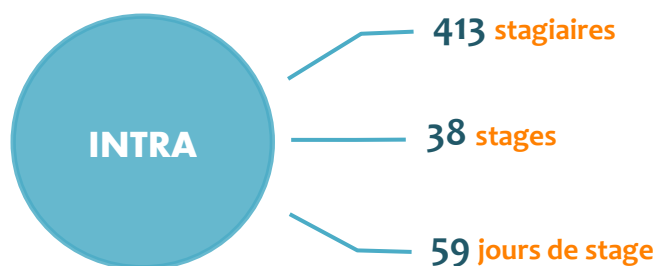
En 2015, l'Uriopss a été impactée par la réforme de la formation professionnelle (loi du 5 mars 2014) : cela s'est traduit par une baisse des demandes d'intra mais une concentration des demandes en fin d'année et beaucoup d'inscriptions de dernière minute. En revanche, pour l'inter, nous notons une très forte concentration sur le premier trimestre.

Les responsables associatifs ont été globalement plus attentistes sur leur plan de formation en raison d'une visibilité très réduite de leur budget formation 2015.

Un total de 820 stagiaires en 2015 pour 940 heures de formation



Par rapport à 2014 : moins de stagiaires (-21), plus de stages (+2) et plus de jours de stages (+5) et une baisse de la moyenne de stagiaires par session (8, 4 en 2015 contre 9,5 en 2014).



Une forte demande en droit social et un développement des demandes en management.

Par rapport à 2014 : moins de stagiaires (-53), moins de stages (-5) et moins de jours de stages (-14,5)

PSE (Prestations de Services d'Enseignement) : Nous avons animé deux groupes APR Unifaf « Promotion de la mieux- traitance » en 2015.

Les perspectives 2016

- Développement de la communication auprès de nos adhérents et de la proximité du service formation Uriopss.
- Poursuite du partenariat avec l'ARAFDES
- Lancement d'une démarche qualité (certification du service formation) en 2016
- Développement du travail en réseau au niveau national (Uniopss-Uriopss) pour une meilleure visibilité.

3 / Accompagnements

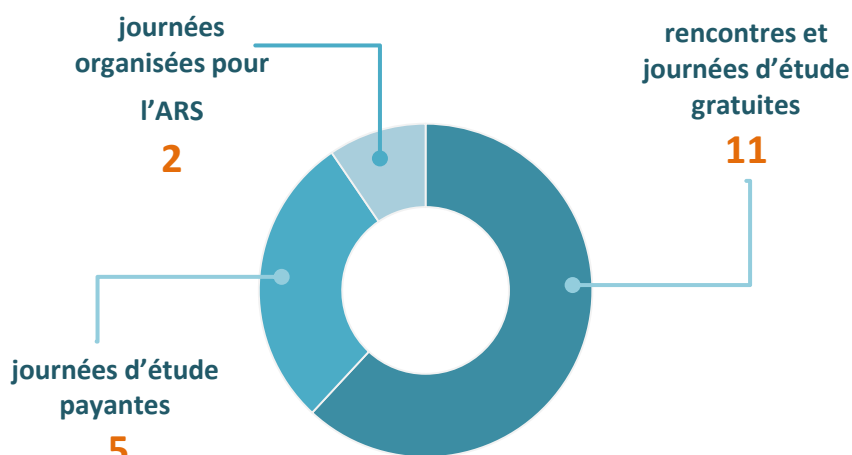
40 associations accompagnées
46 conventions et 155 jours

2015 a vu une augmentation du nombre de jours consacrés aux demandes d'accompagnements (+ 39 jours). Ces accompagnements sont significatifs car ils dénotent d'un besoin de se consacrer à l'interne de la vie associative et aux coopérations entre associations pour faire face aux transformations et adaptations. Notre expérience dans ce domaine permet une réelle qualité d'adaptation aux besoins de nos adhérents qui eux-mêmes gagnent du temps.

Les thèmes principaux

- Coopération et rapprochement
- Statuts associatifs
- Diagnostic de conformité en droit du travail / harmonisation du statut collectif
- Recrutement de dirigeants salariés
- Coaching d'équipe
- Création ou adaptation d'un dispositif, établissement ou service
- Projet associatif, projet d'établissement ou de service





<p>11 rencontres et journées d'étude gratuites</p> <p>645 participants</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 7 rencontres avec les adhérents sur les départements / attentes et besoins : 80 participants - 1 Journée de restitution de l'action collective RPS : 85 participants - 1 séminaire uriopss/Carsat : 35 participants - 1 journée d'étude sur « nouveaux visages de la famille » et petite enfance : 95 participants - 1 journée de rentrée : 350 participants
<p>5 journées d'étude payantes</p> <p>289 participants</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 1 journée d'étude « nouveaux visages de la famille » et Grand Age/ Handicap et Protection enfance : 62 participants - 3 journées budget : 179 participants - 1 matinale Uriopss/ Crédit coopératif : « la place des associations de solidarités dans la loi ESS » : 48 participants
<p>2 journées co-organisées Pour l'ARS</p> <p>736 participants</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 1 journée « stratégies managériales pour le médico-social demain » : 304 participants - 1 journée « Evaluation des structures médico-sociales » : 432 participants

Si nous constatons une forte baisse des produits des journées d'étude, nous soulignons l'augmentation exceptionnelle cette année du nombre de journées collectives organisées : **18** en 2015 dont **7** rencontres avec les adhérents et **2** journées organisées pour l'ARS, contre 14 en 2014. La majorité de ces journées ont été gratuite pour les participants ce qui signifie que la charge générée impacte les produits de la cotisation ou bien est partiellement compensée par une subvention. Ces journées, dont la traditionnelle journée de rentrée fin septembre, sont toutes organisées par l'équipe de l'Uriopss.

ZOOM : total 1 670 participants dont 10 % d'administrateurs

Une progression significative de la participation des administrateurs aux journées d'étude, ce qui reste pour l'Uriopss un objectif important de mobilisation des dirigeants bénévoles.

5/ Actions collectives

1 action collective engagée

- **Lancement d'une action collective sur la « Qualité de vie au travail et dialogue professionnel » dans les associations : 5 sites pilotes sur 2 ans et une journée de restitution.** Pilotage Anne-Angélique Fauvet et Alice Chaillou

Dans le cadre du contrat sectoriel ESS Région- Etat, l'Uriopss porte une action collective et transversale sur l'ensemble du champ sanitaire et social qui vient compléter les travaux menés antérieurement sur la bienveillance des personnes accueillies et les RPS pour les salariés. Développer la qualité de vie au travail passe logiquement par un dialogue professionnel. En complémentarité avec une action collective de la CFDT, cette action, cofinancée par la DIRECCTE et la Région Rhône-Alpes, a pour objectifs de favoriser les démarches participatives et sensibiliser les dirigeants associatifs et les représentants du personnel à l'importance du dialogue professionnel en développant et transférant une méthodologie d'accompagnement. L'action de l'Uriopss s'engage avec 3 sites pilotes sur 2015-2016 et 2 autres sites pilotes sur 2016-2017. Nous avons craint de ne pas avoir beaucoup de candidats sur cette action et c'est au contraire une vingtaine d'associations qui ont répondu très vite, preuve que le sujet est vraiment d'actualité. Une journée de restitution sera organisée à la fin de l'action collective pour permettre à tous de s'approprier les outils co-construits.

- **La « Fabrique de territoires inclusifs », un beau projet mais pas de financement ...**

La volonté des acteurs s'était retrouvée dès 2013, sur le besoin de créer ensemble un accompagnement solide vers une offre diversifiée et adaptée au parcours d'insertion des plus exclus sur un territoire. Il s'agissait d'expérimenter une approche territoriale et micro locale de l'insertion professionnelle des publics les plus éloignés de l'emploi de manière totalement transversale.

L'Uriopss s'était engagée sur le développement de l'ingénierie régionale pour permettre l'animation de ces actions locales et de rechercher ensemble des solutions face :

- Au cumul de vulnérabilités qui exige un accompagnement global, intervenant sur l'ensemble des leviers à l'insertion et l'autonomie, parmi lesquels la citoyenneté et la participation active.
- A une complexité de l'offre d'accompagnement qui génère des ruptures d'accès aux services et une discontinuité des parcours d'insertion.

Un dossier FSE avait été déposé en octobre 2014 pour l'ingénierie régionale.

L'Uriopss a poursuivi en 2014 son action d'accompagnement de dynamiques territoriales transversales, impliquant les associations sanitaires et sociales dans la construction de réponses innovantes pour l'accès à l'autonomie et l'emploi des personnes les plus fragilisées.

Nous avons dès le début du projet réuni l'ensemble des pouvoirs publics concernés en région, pour échanger sur la forme de leur engagement au niveau régional et local et confirmer les besoins de cofinancements qui permettraient de mener à bien cette expérimentation.

Si le sens de l'action a été globalement accepté et reconnu, aucun co-financement n'a été envisagé par les pouvoirs publics ce que nous regrettons. C'est pourquoi et malgré 40 k€ engagés sur les fonds propres de l'Uriopss en 2014, nous avons dû renoncer à cette action et nous désister à regret du FSE.

Malgré cet échec, l'Uriopss reste attentive au constat commun de tous les acteurs de la santé au social qui se trouvent désemparés face à la croissance permanente d'un public en exclusion et qui n'a plus accès aux services de la Solidarité pour se reconstruire et accéder progressivement à une insertion professionnelle.

L'incompatibilité des dispositifs entre eux, empêche la continuité des parcours d'insertion sur un territoire et épuise à long terme les personnes concernées et les acteurs. Nous n'avons pas encore réussi à convaincre l'ensemble des pouvoirs publics, encore loin de la transversalité au-delà de leur champ de compétence, pour expérimenter ensemble la co-construction de parcours d'insertion sur un territoire, soutenue par l'énergie et la compétence des acteurs au local.

II – LES PUBLICATIONS DE L'URIOPSS

1 / le site internet

1 **site internet** géré et mis à jour par Violaine Delay et alimenté par les contributions du réseau Uniopss-Uriopss www.uriopss-ra.asso.fr



Newsletter / lettre d'information

1 newsletter par semaine pour les adhérents






1 newsletter tous les 15 jours pour le grand public

2 **641 inscrits** (1 036 inscrits adhérents soit + 3 % en un an et 1 605 inscrits grand public soit + 20 % en un an)

Les outils de l'Uriopss RA : site internet dédié www.uriopss-ra.fr



Cet accès facile été créé pour permettre aux adhérents de Rhône-Alpes d'accéder directement à nos productions. Vous y trouvez :

- Une **cartographie** de nos adhérents : en mars 2016, ce sont **899 structures** (299 sièges et 600 établissements et services) qui ont donné leur accord de diffusion sur la cartographie Uriopss 
- Une rubrique sur les **Appels à projets** de la région 
- Les **4 guides** « pôle de coopération » en ligne 
 - La coopération entre associations sanitaires et sociales. Zoom sur le **Groupement de Coopération Social, Médico-sociale (GCSMS)** (2008)
 - La coopération entre associations sanitaires et sociales. **L'autodiagnostic stratégique**. Mode d'emploi et cadre d'analyse (2009)
 - La coopération entre associations sanitaires et sociales. **La fusion**. Points de repère (2010)
 - La fusion : Points de vigilance sur la **dimension Ressources Humaines** (2014)
- **vidéo conférences** : Une moyenne de **930 visites** par mois ; les vidéoconférences ayant été consultées **700 fois** en 2015 
- **3 films de l'action** Risques Psycho Sociaux : action collective menée en 2014 avec des sites volontaires et financée par la Direccte et la Carsat. Cette action a permis de pointer l'importance de parler du travail . Dans les établissements et services 

Parler du travail pour prévenir les risques psychosociaux
3 films et 1 guide pour vous aider dans votre démarche

médico-sociaux et sociaux, la confrontation permanente et normale entre l'organisation du travail et le respect des personnes accueillies et leur famille peut générer un contexte favorable aux RPS. Parler simplement du travail permet une ouverture de débat sur les solutions à trouver ensemble pour concilier bientraitance et bien-être au travail.

2 / Les publications

- **Trait d'Union**, revue réalisée en Rhône-Alpes pour 7 régions / 10 n° par an. Nous étudions actuellement la possibilité (sans surcoût pour les abonnés à la revue papier) de diffuser une version numérisée du Trait d'Union.
- Participation à la rédaction du **Document de rentrée sociale** du réseau Uniopss-Uriopss (commande à effectuer auprès de l'Uriopss dès début septembre et remis lors de la journée de rentrée).
- Publication du « **Guide régional des acteurs de la gouvernance** » [CLIQUEZ-ICI](#)
- Production du contenu du **Guide de l'employeur associatif** et diffusé par l'**Uniopss** www.guide-employeur.fr [CLIQUEZ-ICI](#)
- Participation au **Guide de gestion budgétaire social et médico-social de l'Uniopss** www.guide-gestion.fr [CLIQUEZ-ICI](#)

III – LES PARTIES PRENANTES DE L'URIOPSS RA

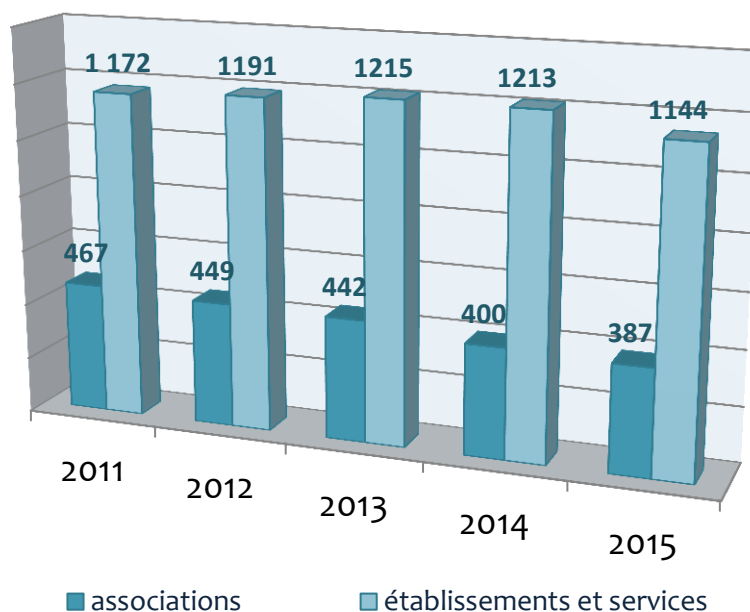
1/ Les adhérents en 2015 :

387 associations
1 144 établissements et services

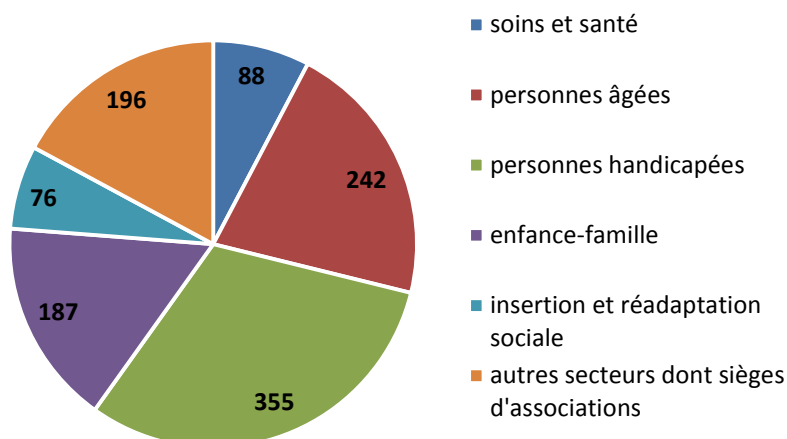
Cette année confirme les deux tendances concomitantes déjà observées en 2014 :

- Le maintien d'adhérents qui fusionnent engendrant des suppressions de personnes morales avec maintien du nombre d'établissements et services
- la perte d'adhérents soit par radiation, fermeture, ou absorption par des non-adhérents. Cette année 2015 c'est la perte d'établissements et services qui a été significative. Départs insuffisamment compensés par les entrées.

Evolution des adhérents sur 5 ans

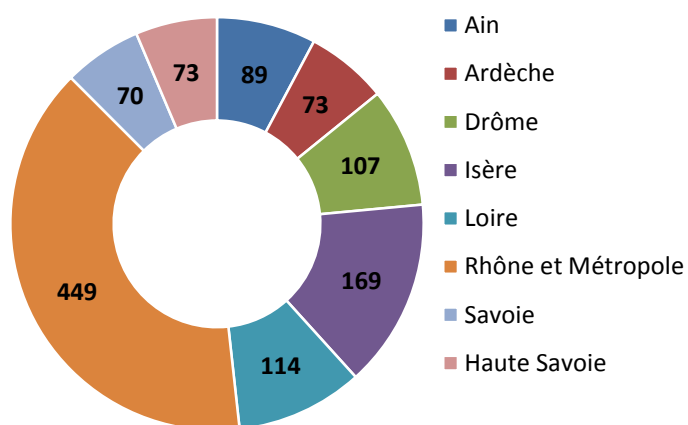


Répartition par secteur d'activité 2015



Les adhérents de l'Uriopss

Répartition par département 2015



2/ Les administrateurs

Un conseil de 31 sièges

[CLIQUEZ-ICI](#)

Les administrateurs de l'Uriopss RA au 31 décembre 2015 ce sont :

- **15** administrateurs élus parmi et par les adhérents (2 départements non représentés Ardèche et Savoie).
- **5** personnes qualifiées
- **4** représentants des adhérents nationaux à l'Uriopss élus au sein de la conférence régionale des adhérents nationaux

Le bureau est composé de **6** administrateurs

5 administrateurs représentent le conseil d'administration dans leur département

3/ Les représentants des adhérents Nationaux Uniopss en région

Ils constituent la
Conférence Régionale des
Adhérents Nationaux en
région

Sur les 100 adhérents nationaux à l'Uniopss, une quarantaine d'entre eux est réellement représentée en région soit par une délégation politique (Cnape, Acepp, L'Adapt...) soit par une association constituée en région (Una, Fnars...). Ils constituent la Conférence Régionale des Adhérents Nationaux en région, et élisent en leur sein 4 administrateurs au conseil d'administration de l'Uriopss.

4/ Les délégations sectorielles

28 délégués sectoriels

[CLIQUEZ-ICI](#) ▶

Ce sont à ce jour 28 délégués sectoriels qui s'investissent dans leur secteur et département et font le relais entre les adhérents et les commissions régionales de l'Uriopss. Nous les remercions vivement pour leur engagement.

5/ L'équipe

13 salariés

[CLIQUEZ-ICI](#) ▶

Une équipe compétente, créative et capable de s'adapter aux besoins des adhérents et de contribuer à l'évolution du projet de l'Uriopss.

Le principe d'un lien étroit avec le conseil d'administration est engagé depuis plus de dix ans avec l'organisation d'un séminaire administrateurs / salariés qui a lieu entre l'assemblée générale (Avril) et la journée de rentrée (septembre). C'est chaque année l'occasion de travailler ensemble pour réajuster les orientations générales de l'Uriopss et adapter les compétences à ces orientations.

6/ Le Club des partenaires

12 partenaires

[CLIQUEZ-ICI](#) ▶

Fidèles à l'Uriopss nos partenaires participent autant que possible à nos journées, mais sont principalement présents lors d'une réunion annuelle spécifique organisée pour eux et sont aux contacts des adhérents lors de la journée de rentrée.

Ils nous soutiennent aussi financièrement par une cotisation annuelle qui compète la cotisation de nos adhérents.

IV - LES MISSIONS DE REPRESENTATION ET ANIMATION DE L'URIOPSS PAR THEME

Les représentations, coordinations et concertations sont très nombreuses et nécessitent d'optimiser toutes les occasions de rencontres. Les administrateurs, délégués sectoriels et salariés sont très impliqués dans ce rôle essentiel qui forge le pont entre associations elles-mêmes et entre les associations et les pouvoirs publics.

La complémentarité d'intervention avec les fédérations a permis de promouvoir des réflexions, des recherches, et des actions, toutes essentielles pour contribuer et transformer les approches de la Solidarité avec les personnes vulnérables.

Les liens de confiance établis en interfédéral permettent de renforcer ce rôle de pont avec les services de l'Etat et les collectivités locales et territoriales pour améliorer l'offre de services.

Le temps de travail consacré par l'ensemble de l'équipe à cette mission collective du mouvement représente 27 % de l'activité annuelle.

1/ Mission de représentation des adhérents et des publics accueillis ou accompagnés, auprès des pouvoirs publics

Il n'est pas possible de lister toutes les représentations mais ici sont indiquées celles qui ont permis le plus de contributions croisées pour l'ensemble des adhérents.


- **Réunions Interfédérales avec l'ARS** : en moyenne 4 réunions par an avec la direction de l'ARS et les fédérations représentatives du secteur privé non lucratif (FEHAP, FEGAPEI et URIOPSS) du secteur lucratif (SYNERPA), du secteur public (FHF). Ces rencontres sont toujours importantes et permettent de partager les constats significatifs de l'ARS et d'apporter des contributions, chacun de notre place, afin d'améliorer la compréhension réciproque des problématiques posées. (Laure Chareyre et un membre de l'équipe selon les sujets abordés)
- **Représentation aux commissions médico-sociales de la CRSA** : Jean Jallaguiet, titulaire au titre de l'Uriopss dans cette commission a poursuivi un travail continu de contributions en lien avec les animations sectorielles PA/ PH en région.
- **Réunion interfédérales avec la DRPJJ - justice des mineurs** : des rencontres régulières entre la DIRPJJ et l'interfédéral associatif en région Auvergne et Rhône-Alpes (Cnape- Citoyens et Justice-FN3S et Uriopss). Ces rencontres permettent d'analyser et de contribuer à l'ensemble de la mise en œuvre des décisions nationales en région. (Laure Chareyre et Florence Descours).
- **Réunions du Préfet et de la Cohésion Sociale relatives au plan de lutte contre les exclusions**. C'est Florence Descours qui participe à ces rencontres et fait aussi le relais auprès des adhérents.
- **« Insertion et Emploi » de la Métropole de Lyon** : Bernard Ailleret et Laure Chareyre participent au lancement de la démarche. Le dossier « territoires inclusifs » a été transmis comme contribution à la Métropole pour apporter des pistes de travail. Ce travail semble avoir reçu un bon accueil, mais les orientations retenues restent ciblées sur le dispositif RSA. Nous espérons toutefois que le fruit de ce travail profitera aux acteurs engagés localement dans l'action initiale et permettra d'élargir l'approche « insertion et emploi » à tout public quel que soit le dispositif dont il bénéficie.
- **Réunions des comités Inter Fonds Structurels Européens – Préfet de région et Région**. (Laure Chareyre chaque fois que possible représente l'Uriopss à ces comités).

- **CESER (Conseil Economique, Social et Environnemental Régional) et Conseil de Développement de la Métropole de Lyon** : Bernard Ailleret assure ces deux représentations qu'il relaye au sein de l'équipe et du conseil d'administration de l'Uriopss.
- **Autres représentations :**
 - CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire)** : Laure Chareyre présidente jusqu'en Octobre 2015, est restée au bureau pour développer la nouvelle mission des Cress relative questions européennes.
 - CSESS (Conseil Supérieur de l'Economie Sociale et Solidaire)** : Laure Chareyre siège au titre du CNCRESS et y préside la commission Europe.

2/ Mission de solidarité interfédérale et inter-sectorielle

- **Le Groupement Rhônalpin Interfédéral Sanitaire et Social du secteur Privé Non Lucratif (GRISS) :** Laure Chareyre et Thierry Vergnaud
 Pour mémoire, ce groupement, a été proposé en 2010 par l'Uriopss à l'ensemble des représentants régionaux des adhérents nationaux à l'Uniopss (40 en région), la délégation FEHAP et la délégation Fegapei. L'objectif était de constituer une force politique représentative de l'ensemble du secteur Privé Non Lucratif Sanitaire et Social et capable de porter une parole commune en matière de santé au sens large, tant au sein de la CRSA que des Conférences de Territoires.
En 2014, le GRISS s'est consacré au renouvellement des représentations à la CRSA (renouvellement des mandats pour quatre ans), en insistant sur la nécessaire diversité des représentations (aide à domicile, centres de santé, Campsp, santé psychique, prévention...). Notre message a bien été entendu et sur 28 candidatures soutenues par le GRISS, 26 ont été retenues par l'ARS.
 La fusion des Régions Auvergne et Rhône-Alpes, nécessite en **2016** de reconstituer une nouvelle CRSA, ce qui nous amène dès début 2016 à retravailler ces représentations de manière plus complexe puisqu'au total il faudra réduire les représentations par deux.
 Outre cette coordination importante, les membres du GRISS ont régulièrement contribué aux travaux de la CRSA en insistant sur les approches communes débattues ensemble.
 Nous restons convaincus au sein du GRISS que l'alliance commune et l'objectif de représentation au-delà de sa propre association ou de sa fédération sont essentiels pour assurer ensuite une réelle concertation avec la grande diversité d'approche de tous les acteurs.
 C'est sur la base de ces valeurs, que la réponse au plus près des besoins des personnes a des chances de se concrétiser.
- **Le groupe Alerte en région :** Florence Descours / Flore Chalayer (stagiaire)
 Proposé en RA fin 2014, le groupe régional Alerte a pour objectif de faire le relais entre les collectifs départementaux et Alerte national et de permettre l'animation régionale, dans les limites de nos moyens humains. Il a été décidé à l'issue de cette rencontre, de viser l'objectif de suivi du Plan National de Lutte contre la Pauvreté et d'assurer un suivi et une transmission des communiqués d'Alerte national auprès des collectifs départementaux.
 Une lettre informatique a été mise en place pour développer l'information entre les groupes départementaux qui ne se connaissent pas, et éclairer une position commune en région.
- **L'Espace de Recherche et de Prospective en Protection de l'enfance et Justice des Mineurs (ERP):**
 lancé en septembre 2013 sur la volonté des adhérents de l'Uriopss et de la Cnape. Cet Espace s'articule autour de la recherche et de la prospective, et permet de dépasser le court terme et penser davantage l'avenir de la protection de l'enfance et de la justice des mineurs en intégrant le décloisonnement des réponses aux besoins, l'anticipation des évolutions de société, des politiques publiques, des pratiques, et de la formation des professionnels ; L'objectif était de mener des réflexions plus poussées sur « les futurs possibles » des actions menées au sein de la protection de l'enfance et de la justice des mineurs.





Du fait du réel succès de cette expérimentation, l'ERP s'est constituée en association en octobre 2015 en élargissant le champ de recherche et prospective à l'ensemble des actions en santé et social. Projet associatif ERP/ statuts : 

Présidée par Henri Bossu, l'association, hébergée à l'Uriopss, est porteuse d'une véritable opérationnalité vis-à-vis de l'évolution des associations quant à la recherche et à la prospective en appui sur les laboratoires de recherche (IREIS, Universités...). Les travaux sont pilotés par le délégué général, Yves Darnaud qui pilote les groupes de travail avec les acteurs et membres sur chaque chantier de recherche et de prospective.

- **Observatoire des Actions Innovantes en Dépendance et Autonomie (ORAIIDA)** : sous le co-pilotage de la CRSA et la Commission de Coordination des Politiques Publiques, l'ORAIIDA a été créé suite à la journée régionale organisée par la préfecture de région et l'ARS en juin 2011 sur l'autonomie et la dépendance. Laure Chareyre représente l'Uriopss à l'ORAIIDA. Il s'agit d'une volonté en Rhône-Alpes de valoriser des expériences d'acteurs qui ont fait leur preuve et de permettre les bonnes conditions de leur essaimage.
2014 a été la première année de restitution des travaux. Toutes les informations relatives à l'observatoire et les vidéos sur ces actions innovantes sont maintenant sur le site l'ORAIIDA : www.oraida-ra.org
Cet observatoire est ouvert à tous les acteurs du champ du handicap et des personnes âgées. Ne pas hésiter à vous inscrire auprès d'Éric BONDAR (CRIAS Mieux vivre) pour participer aux ateliers de controverses toujours passionnants et aux restitutions annuelles des travaux.
- **L'innovation sociale**, définie par la loi ESS, fait apparaître des fonds publics et privés dédiés à cet objectif. Un des exemples auquel l'Uriopss participe avec l'Oraida et l'ESS, est celui de **l'Appel à Manifestation d'Intérêt**, lancé en 2015 par l'ARS. Expérience très intéressante car le comité de pilotage est composé de trois financeurs complémentaires en région (ARS/ Région/ BPI). La question de l'innovation n'est pas du tout abordée de la même manière entre les acteurs de la santé (innovations technologiques) et ceux du médico-social (plus sur une innovation d'usages). Ces travaux permettent d'apporter des regards croisés sur l'évolution de champs et d'adapter des financements complémentaires. Cet AMI a été transformé en Appel à Projet pour 2016 avec une durée de réponse plus longue entre février et Avril 2016.

3/ Animations internes : ZOOM

- **La commission Ressources Humaines animée par Anne-Angélique Fauvet** à laquelle participent, à la demande, **Alexandra Narayadou** et **Alice Chaillou** pour les questions de droit social.
Lancée en 2014, cette commission regroupe des administrateurs, des directeurs et des responsables des ressources humaines. A partir des **spécificités associatives**, l'objectif de ce groupe de travail était d'identifier un **socle commun de valeurs managériales** qui doivent nous guider dans l'élaboration de nos politiques RH. Ce socle commun de valeurs managériales a été co-construit fin 2014. 
En 2015, la Commission RH s'est réunie 4 fois et a choisi d'axer sa réflexion sur la question de la **motivation** (face aux contraintes budgétaires, quels pourraient être les leviers de motivation, lien entre motivation et mobilité, problématique de la gestion de carrières...). 
Anne-Angélique Fauvet s'est aussi beaucoup impliquée dans la co-organisation de la journée ARS du 23 juin sur les stratégies managériales et qui a rassemblé plus de 300 participants.

- **L'évaluation et les projets : Thierry Vergnaud**

L'année 2015 a confirmé la tendance observée en 2014 à savoir un ralentissement des demandes autour de l'évaluation et une remontée des demandes autour des projets, associatif, d'établissement ou de service, notamment lorsque leur absence ou leur obsolescence est pointée dans le cadre des évaluations externes.

L'ARS Rhône-Alpes a par ailleurs confié à l'Uriopss l'organisation d'une **journée régionale** pour le compte du « Réseau Régional Évaluation ». Pour rappel, cette instance informelle rassemble les fédérations médico-sociales dont l'Uriopss, le CREA, l'IFROSS, l'ARS ainsi que trois Conseils Départementaux de la région, le Rhône, l'Isère et la Loire. Cette journée, qui s'est déroulée le 5 novembre dernier a rassemblé plus de 400 participants venus de tout le secteur social et médico-social. Elle a été l'occasion de montrer que la question évaluative est aujourd'hui largement investie et appropriée par les acteurs. A un moment où se pose la question du devenir du dispositif évaluatif et de l'ANESM, les intervenants et les participants ont montré leur attachement à développer des approches qui, pour être diverses, n'en sont pas moins fortement ancrées dans les projets associatifs et d'établissements et inscrites dans la durée.



- **L'animation des secteurs handicap et personnes âgées** par Jean Jallaguiet s'est poursuivie à travers les commissions régionales et départementales sectorielles de l'Uriopss. Mise en place à la demande des adhérents en 2014, l'animation via la « **Newsletter** Uriopss secteur personnes âgées », newsletter trimestrielle, s'est poursuivie en 2015, relayant au plus grand nombre les travaux de l'échelon régional.

La coopération Métropole et Rhône de Monalisa, contraction de « MObilisation NAtionale contre L'ISolement des Âgés » a amplifié son action en 2015 autour de treize partenaires dont l'Uriopss tout en programmant un événement régional début 2016. Par ailleurs l'animation régionale de l'année 2015 s'est inscrite dans une plus grande transversalité suivant une feuille de route nationale élaborée par la nouvelle commission Uniopss dite « **autonomie et citoyenneté des personnes âgées et des personnes handicapées** ». Un fonctionnement de nature comparable pourra être interrogé en 2016 à l'échelon régional.

La demande d'accompagnement sur la promotion de la bientraitance est restée sur la dynamique lancée en 2014. Ainsi l'Action Prioritaire Régionale (APR) Unifaf Rhône-Alpes "s'engager dans une démarche de mieux-traitance en EHPAD" a été élargie en 2015 aux foyers accueillant des personnes handicapées vieillissantes. Au total les équipes professionnelles de 9 établissements des deux secteurs ont été accompagnées à travers des binômes animateurs et des groupes bientraitance sur les 9 sites. Cette formation-action sera clôturée par un séminaire de restitution prévu en mars 2016. Sur la même problématique d'autres actions-journée de sensibilisation et formation-action- ont concerné tout le champ de la santé : MECS, EHPAD, Foyer de vie à travers quatre autres structures.

Le début de l'année 2015 a consacré la fin d'un cycle d'accompagnements liés au renouvellement de l'autorisation (évaluation interne, préparation à l'évaluation externe) avec le suivi d'un EHPAD et d'un SSIAD. Entamé en 2014, un autre cycle s'est développé en 2015 autour de **démarches d'accompagnement pour la création d'habitats intermédiaires** venant conforter les dispositifs existants de la loi 2002-2 aux stades des études d'opportunité ou de faisabilité programmation. Dans ce cadre quatre établissements nous ont sollicités pour l'accompagnement de leurs projets. Ces accompagnements s'articulent par ailleurs aux actions conduites avec nos partenaires comme la CARSAT et la Fondation Bruneau (ci-dessous).

L'action amélioration continue de la qualité des établissements dont le co-financement provient de la Fondation Jean-Marie Bruneau pour la **qualité**, la CNAV et la CARSAT Rhône-Alpes pour **l'amélioration de l'habitat**. Le prolongement de nos deux partenariats nationaux impliquant le réseau Uniopss -Uriopss nous permet d'animer des actions sur Rhône-Alpes qui comprennent les instructions de projets d'établissement avec un soutien financier à la clef. Cette année deux EHPAD

ont bénéficié de ce soutien et plus largement la journée d'étude du 7 juillet 2015 (près de 100 participants) a intégré notre action transversale Rhône-Alpes sur **les nouveaux visages de la famille** en témoignant des actions spécifiques conduites par les dispositifs handicap et personnes âgées en faveur des aidants.

- **Piloté par Marie-Pierre Quiblier, le travail sur les « nouveaux visages de la famille/ quelles offres de demain »** a été mené au sein du conseil d'administration et de l'équipe dans un premier temps, puis lors de **3 journées d'étude** sur les différents champs d'activité (petite enfance le 30 avril, Personnes âgées, Adultes handicapés, Protection de l'enfance et Enfance handicapée le 7 juillet) et la journée de rentrée (table-ronde du 24 septembre 2015 après midi) avec la participation de Madame Wallon, DG ARS.

Une partie de la subvention aux têtes de réseaux de la Région a permis de réaliser l'ensemble de ce travail sur l'année 2015.

La restitution de l'ensemble de ces travaux a été reportée début 2016 lors d'une journée intersectorielle animée par Thierry Vergnaud.

Pour 2016, ce travail se poursuit avec l'expérimentation d'une animation intersectorielle sur les départements et Métropole. Cette nouvelle organisation vient répondre à la demande majoritairement exprimée par les adhérents lors des 7 rencontres organisées sur le premier trimestre 2015, concernant la posture de l'Uriopss dans les départements. Cette animation se met en place sur 4 territoires (les deux Savoie, la Loire et la Métropole), pilotée par un administrateur et un conseiller technique référents ainsi qu'un groupe d'appui d'adhérents locaux pour planifier les thématiques de travail. Nous ferons un bilan de cette méthode de travail en septembre 2016 pour corriger ou étendre ce type d'animation et bien sûr à notre prochaine assemblée générale.

CONCLUSION ET ORIENTATIONS POUR LES ANNEES À VENIR

Cette année 2015 aura été très difficile sur le plan financier malgré un investissement fort de l'équipe.

Les tensions que nos adhérents connaissent sur leur organisation et leur financement ont bien sûr un impact naturel de repli sur soi. Nous nous efforçons de créer des espaces de réflexion, de coopération et de prospective. Le besoin au-delà de la gestion du quotidien est d'améliorer la connaissance croisée des besoins et de développer la créativité dans les nouvelles réponses à ces besoins pendant ces périodes difficiles.

La loi du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire est une loi forte de reconnaissance et de développement de cette forme d'entreprendre dont les associations de Solidarité font parties. Nous restons attentifs aux évolutions dans ce domaine car des opportunités de soutien à la transformation des réponses commencent à se faire sentir.

Il est important que le monde associatif au sein de l'économie sociale et solidaire communique mieux collectivement sur ce qu'elle fait pour lutter contre toutes les formes d'exclusion tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Les associations de Solidarité sont particulièrement bien placées pour défendre cette forme d'entreprendre, à condition qu'elles ne cèdent pas individuellement à la seule logique d'opérateurs sous contrainte budgétaire, mais qu'elles construisent également les réponses aux besoins sociétaux et d'une société plus ouverte sur le monde.

La vitalité associative et de ses dirigeants bénévoles est bien présente au sein de la Solidarité et nombre d'expériences, d'innovations locales et de débats, le montrent.

Le travail mené au sein de l'Uriopss autour des nouveaux visages de la famille et de la nécessité de transformer les offres de service a montré l'intérêt de nos adhérents et des pouvoirs publics pour faire face ensemble à ces défis majeurs.

Le taux de pauvreté augmente inlassablement et les publics vulnérables sont encore plus atteints dans leur intégrité. Les chiffres ne suffisent pas à décrire les situations de dislocation sociale que nous vivons. Il est de notre responsabilité d'alerter sans cesse et de proposer des solutions concrètes.

Le travail que nous poursuivons à travers toutes les activités décrites dans ce rapport a pour objectif d'accompagner les adhérents dans leur gestion quotidienne quels que soient le secteur d'activité et la taille. Nous voyons à travers cette synthèse de l'activité 2015 que l'ensemble de nos interventions reste très élevé et qu'il nous faut continuer à développer ce soutien de proximité.

Par ailleurs nous développons toutes les formes d'accompagnement à la transformation de l'existant. Les objectifs de travail 2015 discutés et approuvés par le CA de l'Uriopss portent sur le lien entre cette gestion de l'existant et la transition vers des offres adaptées aux besoins de demain. Toutes les rencontres organisées en 2015 nous confirment que l'action doit être encore accompagnée dans ce sens tant la demande est forte. Il s'agit de la transformation de l'engagement associatif au sens complet des dirigeants jusqu'à la mise en œuvre par les équipes de professionnels, les bénévoles, les bénéficiaires et leurs familles. L'animation intersectorielle et sur les départements nous permettra ensemble de mieux évaluer les besoins et adapter les modes de réponses.

L'ensemble de l'équipe salariée de l'Uriopss, très soutenue par le conseil d'administration, reste résolument mobilisée pour débattre et partager concrètement avec vous sur ces orientations.

Nous devons vous apporter l'expertise technique nécessaire ainsi que les soutiens individuel et collectif permettant l'adaptation de l'offre aux besoins.

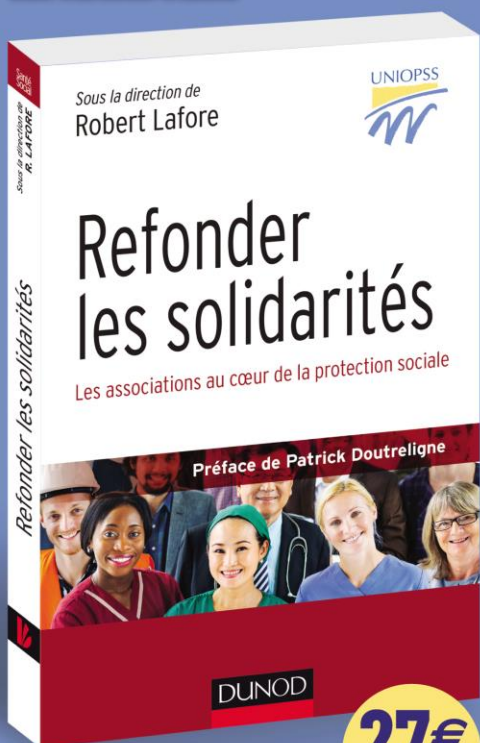
Nous sommes ensemble engagés dans ce mouvement qui valorise aussi la solidarité inter-associative et inter-acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire.

Enfin, le lancement du travail de rapprochement avec l'Uriopss Auvergne se fera lors d'un séminaire commun le 1^{er} juillet 2016, administrateurs et salariés. L'enjeu est d'organiser ensemble une recombinaison de notre offre de services sur un espace consolidé de 13 territoires.

Laure CHAREYRE

NOUVEAU

Un nouvel ouvrage piloté par
le Conseil de prospective de l'Uniopss,
aux éditions Dunod



En savoir plus :
www.uniopss.asso.fr
Rubrique « Publications »

27€
FRAIS D'ENVOI
COMPRIS



L'évolution de la société est devenue tellement rapide qu'elle entraîne de multiples questions quant au présent et à l'avenir.

Sommes-nous face à un changement lié à la mondialisation, à l'accélération de la communication, à la perte de repères et à la modification de certaines valeurs ? Et si la réponse était au contraire plus de solidarité ?

Cet ouvrage est le fruit d'un travail conduit par le Conseil de prospective de l'Uniopss pour lequel la prospective est plus qu'une méthode : **il s'agit de s'impliquer dans la construction de la société, en refusant de se laisser enfermer dans le déterminisme et les contraintes, en construisant l'alternative, en opérant des choix.**

Trois questions clés sont abordées :

le devenir de la protection sociale, la recherche d'une nouvelle donne pour l'action des associations dans l'espace public, et enfin l'enjeu d'un centrage de l'intervention sociale sur la personne.

L'articulation entre visions générales et analyses d'expériences permet d'appréhender ces sujets sous un angle nouveau.

Parmi les contributeurs de cet ouvrage :

Édith Archambault, Dominique Balmary, Jean-Claude Barbier, Jean-Michel Bloch-Lainé, Francis Calcoen, Christine Chognot, Yves Darnaud, Patrick Doutreligne, Olivier Giraud, Robert Lafore, Jean-Louis Laville, Henry Noguès, Jean-Luc Outin, Johan Priou, Joël Roman, Anne Salmon, Philippe Warin.

Le Club des partenaires de l'Uriopss RA

Crédit Mutuel



domino assist'm
intérim & recrutement



AG2R LA MONDIALE

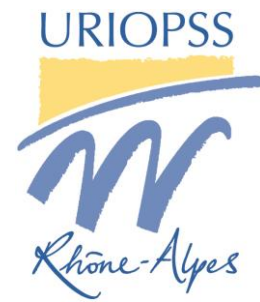


sodexo



RHÔNE-ALPES





Union Régionale Interfédérale
des Organismes Privés non lucratifs Sanitaires et Sociaux

259, rue de Créqui - 69422 LYON Cedex 03
email : secretariat@uriopss-ra.asso.fr / Site Internet : www.uriopss-ra.asso.fr